

POLITIQUE CULTURELLE

Vers la sortie de l'auberge

Luc Caregari

Alors que l'économie luxembourgeoise est en plein « reboot » après l'arrêt dû au confinement, le secteur culturel n'est pas vraiment prioritaire - tandis que les problèmes d'avant le coronavirus demeurent.

Finalement, c'est une question de civilisation. Quelle est la valeur de la culture dans notre société ? Cette question, posée à presque chaque table ronde et évoquée dans presque chaque discours endimanché de façon rhétorique dans le monde d'avant la Covid-19, risque de trouver une réponse plutôt abrupte dans le monde d'après, dans lequel nous sommes en train d'avancer en tâtonnant. La réponse est claire : la culture reste un « nice to have », loin derrière le reste de l'économie quand il s'agit d'énumérer les secteurs essentiels. Que les artistes soient moins importants que le personnel médical, les caissières de supermarché ou encore les forces de l'ordre pendant une crise est tout à fait compréhensible. Pourtant, qui n'a pas consommé de la culture pendant les longues journées de confinement ? Celle-ci a été un recours essentiel - pas toujours assumé - pour

mieux vivre ce temps d'insécurité, ce lockdown dans un éternel présent anxiogène.

Le problème est européen. Dans chacun des pays voisins, les actrices et acteurs du secteur culturel tirent la sonnette d'alarme. En France, le ministre de la Culture Frank Riester est devenu un running gag des chroniques humoristiques de la radio publique, tellement il est absent. C'est à se demander si la politique culturelle française, qui a tout de même été un exemple à suivre pendant de longues années, existe encore. Et pourtant, le secteur français, dont le chiffre d'affaires en 2018 a été de 91,4 milliards d'euros, a même connu une croissance de 6,7 pour cent entre 2013 et 2018 - « un poids économique comparable à celui de l'industrie agroalimentaire et 1,9 fois plus important que celui de l'industrie automobile », note le rapport d'Ernst & Young sur les industries culturelles et créatives françaises de 2019. Des chiffres que le Luxembourg, qui dispose pourtant d'un gouvernement bien connecté aux cabinets d'audit, n'a toujours pas fait étudier pour son marché.

En Belgique, pays toujours sans vrai gouvernement, la relance du secteur culturel n'est même pas un sujet, au grand dam des artistes et des autres employé-e-s du secteur. Et en Allemagne, où la politique culturelle est décentralisée et une compétence des Länder, le secteur culturel et événementiel vient de tirer la sonnette d'alarme : le 22 juin s'est déroulée la « Night of Light », pendant laquelle des institutions culturelles partout dans le pays, de la porte de Brandebourg jusque dans les provinces les plus éloignées, ont été illuminées en rouge pour signaler la détresse du secteur.

Les organisatrices et organisateurs de cette nuit rouge estiment le chiffre d'affaires du secteur culturel et événementiel à quelque 130 milliards d'euros - voire 200 milliards si on prend en compte tous les emplois indirects, livraisons, transports, technique et catering. Des chiffres qui ne seront pas les mêmes au prochain bilan, car depuis le confinement toute cette industrie s'est trouvée à l'arrêt. Et même le déconfinement change peu à la situation, puisque les grands événements restent tabous et les institutions qui

ont pu rouvrir leurs portes roulent au ralenti. Et puis, il faudra aussi compter sur le fait que le public sera plus rare dans l'avenir proche - que ce soit par peur de se contaminer ou parce que les restrictions l'empêchent de vivre à cent pour cent l'expérience culturelle recherchée.

Au Luxembourg, où l'état de crise appartient au passé depuis cette semaine et où le secteur commence à se déconfiner petit à petit, tout est dans la nuance. Au début de la crise, le ministère de la Culture a été très réactif et a immédiatement cherché à protéger les plus précaires : intermittents-e-s et artistes profitant du statut officiel. Un régime spécifique qui leur garantit de toucher le salaire minimum - en période normale, la moitié de la somme est garantie - a été mis en place par voie de règlement grand-ducal et vient d'être prolongé jusqu'au 31 août. Le ministère explique que « même si des projets culturels peuvent désormais avoir lieu sous réserve des mesures sanitaires, la reprise dans le secteur culturel, comme d'ailleurs dans le secteur économique, ne peut être que progressive ».

La ministre de la Culture
Sam Tanson et son
premier conseiller Jo Kox.



© SIP

Pour donner un coup de pouce supplémentaire au secteur gravement endommagé - en Allemagne, on parle de « First Out, Last In » pour l'industrie culturelle -, le gouvernement a accordé une enveloppe de cinq millions d'euros sous le sigle « Neistart Lëtzebuerg », le 27 mai. Ce qui pour un secteur qui potentiellement pèse beaucoup plus qu'on ne le voit au premier coup d'œil n'est pas grand-chose, quand on compare ce chiffre aux autres consacrés à la relance économique. Surtout que les retombées ne sont pas destinées aux escarcelles des artistes ou des technicien-ne-s souvent freelance (ou indépendant-e-s dissimulé-e-s) qui peuplent le secteur, mais aux institutions.

First Out, Last In

Pour Jo Kox, premier conseiller à l'Hôtel des Terres Rouges, la réflexion qui a mené à l'aménagement de ces aides a été bâtie sur trois piliers : « D'abord, nous allons devoir consolider les pertes financières des acteurs de terrain. Ainsi, chaque institution, de l'établissement public à la plus petite des asbl, peut deman-

der une indemnité en cas de pertes financières. » Cette couverture ne vaut que pour les pertes subies entre le 14 mars et le 27 mai, et pour des événements qui auraient dû être planifiés pendant cette période et qui se seraient déroulés avant le 31 juillet. Pour ce qui est des sommes allouées précisément, c'est encore à voir : « Nous attendons toutes les demandes, et puis nous ferons une règle de trois pour distribuer l'argent de façon équitable », explique Kox. De toute façon, les règles budgétaires ont été assouplies et les différentes maisons ont la possibilité de reporter leurs productions sur les saisons à venir sans perdre d'argent.

L'autre pilier, ce sont les commandes pour redynamiser le secteur. Commandes musicales aux ensembles classiques qui voient leur enveloppe doublée de 50.000 euros à 100.000, aux galeristes par la voie de l'augmentation du budget d'acquisition du ministère et à l'écriture d'œuvres dramatiques - où les différentes structures et compagnies peuvent non seulement toucher de l'aide à l'écriture, mais aussi à la production.

Et finalement, le patrimoine : deux millions d'euros sont notamment prévus pour la revalorisation des musées régionaux et des sites culturels à vocation touristique. Ce qui fait sauter un peu Trixi Weis, présidente de l'AAPL, qui rassemble les artistes plasticien-ne-s : « C'est une somme conséquente par rapport aux autres investissements », pense-t-elle. Et en effet, le ministère du Tourisme a ses propres programmes de relance - pourquoi donc saper les budgets culturels ?

Pour Jo Kox pourtant, rien de plus logique : « Le patrimoine compte parmi nos attributions », observe-t-il. « En plus, nous ne sommes pas en train juste de distribuer de l'argent, mais tout cela est fait dans l'optique de créer une sorte de compétition entre les divers sites, qui devront proposer un concept durable. Tout le monde ne bénéficiera pas d'une augmentation de façon automatique - ce sera la tâche d'un jury de déterminer les meilleurs projets et d'attribuer l'argent contenu dans cette enveloppe. »

Donc, une aide qui non seulement veut combler les trous, mais cherche aussi à restructurer un sec-

teur déjà en chantier avant la crise. Il reste par conséquent du pain sur la planche, quoique certains dossiers seraient en train d'avancer, selon Trixi Weis : « Nous ne sommes plus très loin d'établir des cahiers de charges plus précis pour les établissements culturels, où la part des artistes, leurs payes ou cachets doivent être consignés précisément. En plus, le dossier du un pour cent culturel pour les bâtiments publics est aussi en train d'avancer - même si nous souhaitons une réforme qui introduise une sanction dans le cas où la règle n'est appliquée », observe-t-elle.

Bref, la bataille pour la culture ne fait que commencer. Il faudra s'attendre à de grands changements encore dans les mois et années à venir.